Le développement urbain du grand Antananarivo

Autor(en): **Rosazza, Michel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat**

Band (Jahr): **60 (1987)**

Heft 9

PDF erstellt am: **10.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-128801

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU GRAND ANTANANARIVO

En 1980, le Gouvernement malgache, avec l'assistance financière du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), lança une étude pour une première approche du développement urbain d'Antananarivo.
Etude réalisée par l'association de trois bureaux malgache et français (groupe AURA, huit BCEOM) et placée sous la direction de MM. R. Rajaonary, directeur, et notre confrère suisse Jean-Pierre Hamel, conseiller technique principal. Ce dernier résume dans l'introduction du volume de synthèse «La raison d'être du projet» les principaux objectifs à se fixer.

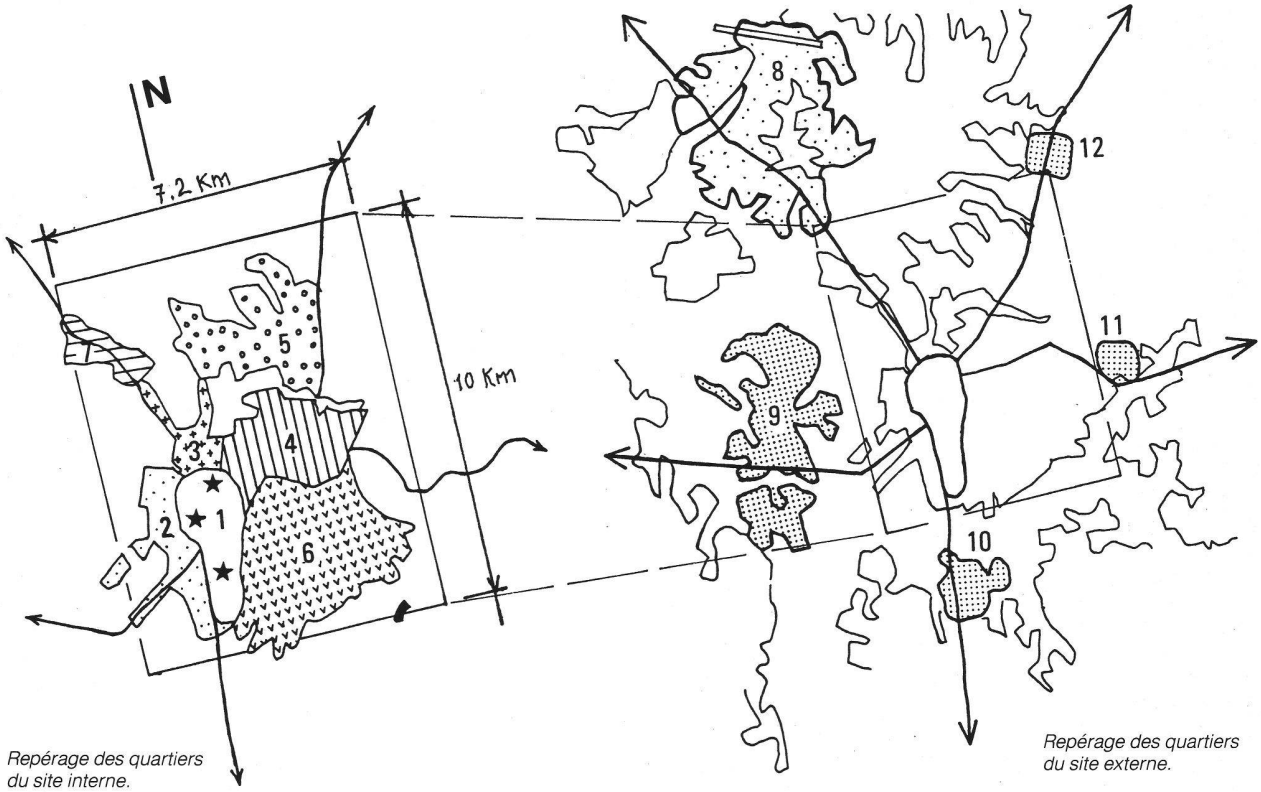
MADAGASCAR

Empreinte gigantesque d'un pied humain, espace aussi vaste que la France et la Belgique réunies, l'île de Madagascar s'étale sur une longueur de 1580 km et une largeur maximale de près de 600 km. Sa superficie la place, hormis l'Australie, en quatrième position des îles du monde derrière le Groenland, la Nouvelle-Guinée et Bornéo.

Ile comprise dans la zone tropicale, elle apparaît totalement différente de l'Afrique, sa voisine séparée de quelque 400 km par le canal du Mozambique. Vestige d'un continent perdu, l'hypothétique Gondwana, Atlantide des mers du sud, Madagascar est un dédale de montagnes, de collines et de rivières rouges, avec, en son centre, Antananarivo (ex-Tananarive).

«La croissance démographique annuelle de Madagascar est en 1985 de l'ordre de 2,8% pour une population totale estimée à environ 10 millions d'habitants; cette expansion fait qu'il est difficile de maîtriser et organiser la croissance des agglomérations urbaines, même si l'exode rural est loin d'atteindre les niveaux enregistrés dans d'autres pays en développement.
Les problèmes sont particulièrement aigus dans la capitale. Si la commune centrale ne compte encore que 695 000 habitants, le «Grand Antananarivo» rassemble déjà une population de 1,05 million d'habitants, croissant à un taux moyen de 5% pour atteindre vraisemblablement 2,1 millions en l'an 2000 et 3,2 millions en l'an 2010.
A la dimension et au taux de croissance d'Antananarivo s'ajoutent d'autres difficultés. La construction accuse un grave déficit et la production «réglementaire» de logements dans l'agglomération est dérisoire, ce qui se traduit par la prolifération de l'habitat illicite précaire dans des zones inondables dépourvues des infrastructures élémentaires, et par une suroccupation des logements existants. Il s'ensuit une dégradation continue des conditions d'hygiène qui s'ajoute à l'insuffisance et à la vétusté des infrastructures et des équipements existants.
Trois facteurs d'un autre ordre sont en outre à considérer. Tout d'abord, le plan directeur de la capitale établi en 1974 s'est révélé inadapté à la réalité et impropre à permettre une maîtrise – même relative – du développement. Ensuite, la réforme constitutionnelle de 1975, qui a supprimé l'organisation politico-administrative héritée de la colonisation et créé les «Collectivités décentralisées», n'a pas défini clairement la répartition des responsabilités en matière d'urbanisme entre l'Etat et les diverses collectivités nouvellement constituées. Enfin, dans le contexte de la crise économique actuelle, l'Etat, les «Collectivités décentralisées» et les ménages ont des ressources très limitées à consacrer au développement urbain et à l'habitat: c'est une donnée fondamentale qui ne pourra être modifiée progressivement qu'à long terme.»
D'une très grande rigueur et d'une excellente approche, cette étude devait permettre aux pouvoirs publics de s'engager dans une politique équilibrée de développement urbain.
Une particularité à souligner: le schéma directeur a été conçu dans une perspective qui, si elle paraît raisonnable, n'est pas toujours respectée. Il est conçu en tenant pleinement compte de la modicité des ressources actuelles et prévisibles de l'Etat et des ménages, et en écartant les perspectives illusoires au profit d'un programme de développement financièrement réalisable. Une telle demande n'allait pas toujours sans heurter certaines espérances. Elle impliquait par ailleurs un approfondissement des études antérieures touchant l'économie, le secteur dit «informel», les revenus et l'état actuel de l'habitat dans l'agglomération.
Si un inventaire très large partant des grandes lignes de la planification, jusqu'à des propositions précises d'intervention à court terme dans les domaines d'infrastructures et d'habitat, était donné et analysé dans les moindres détails, la remise en bon ordre de la situation économique du pays était évoquée et esquissée, mais échappait totalement aux technocrates.
Dans un pays confronté à une situation économique difficile, il serait vain d'élaborer une conception de développement urbain sans tenir compte des contraintes financières qui vont limiter, pendant de longues années encore, ce que la communauté pourra faire en matière d'urbanisme. Mais comment prendre ces éléments en considération? Dans quelle optique relier les perspectives économiques et la programmation des investissements urbains?
Deux méthodes peuvent être envisagées: l'une qu'on pourrait qualifier de «normative», l'autre que l'on pourrait appeler «réaliste» ou «pragmatique» et qui, on le verra, apparaît la mieux adaptée. Avec une dette extérieure dépassant les deux milliards de dollars, chiffre considérable compte tenu de la modicité des ressources d'exportation reposant sur des produits tropicaux, trouvant difficilement preneur sur le marché international, tels que la vanille ou l'ylang ylang (fleurs endémiques utilisées pour fixer les parfums), et à laquelle il y a lieu d'ajouter une aide française annuelle de l'ordre d'un milliard de FF, il est dès lors facile de constater l'énorme tâche à accomplir pour redresser la situation.

Antananarivo (ex-Tananarive)
La plaine du Grand Antananarivo, à 1250 m d'altitude, alluviale, propice à la culture du riz, mais périodiquement inondée par des crues (saison des pluies) et des cyclones successifs gonflant le cours des rivières. Les eaux s'accumulant et inondant la plaine, le choix des architectes était évident: développer la ville sur une zone de collines formée de quatre crêtes. Deux sites bien distincts constituent le Grand Antananarivo. Celui d'origine (site interne), à densifier, formé de six arrondissements administrés par un maire, président du comité exécutif, et celui des cinq zones périphériques (site externe), à équiper, desservies par les cinq routes nationales et reliées au site interne par un réseau de bus.

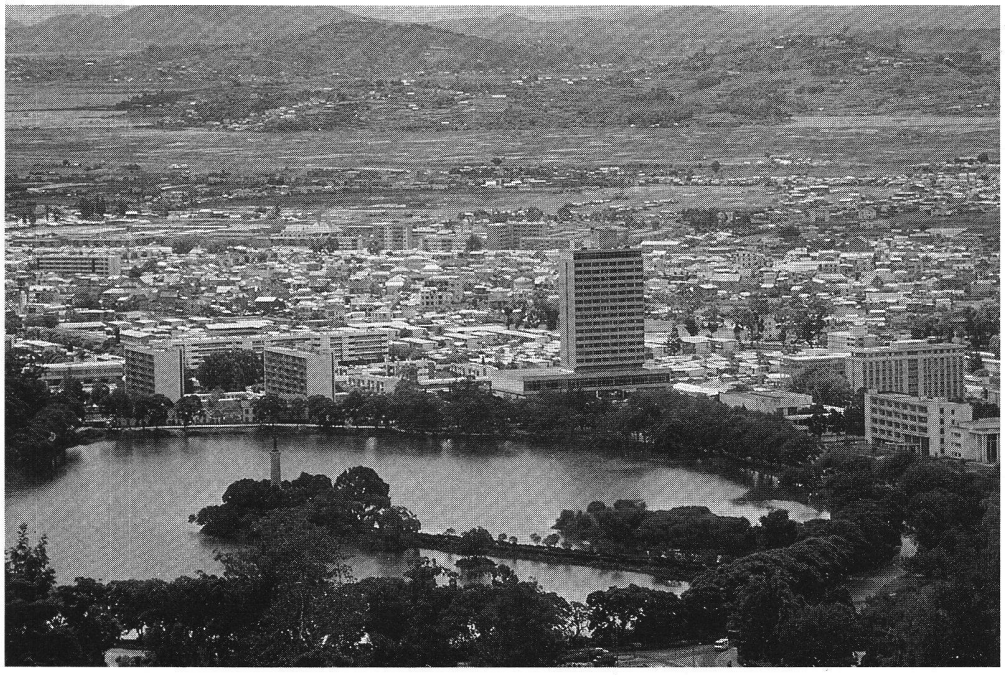


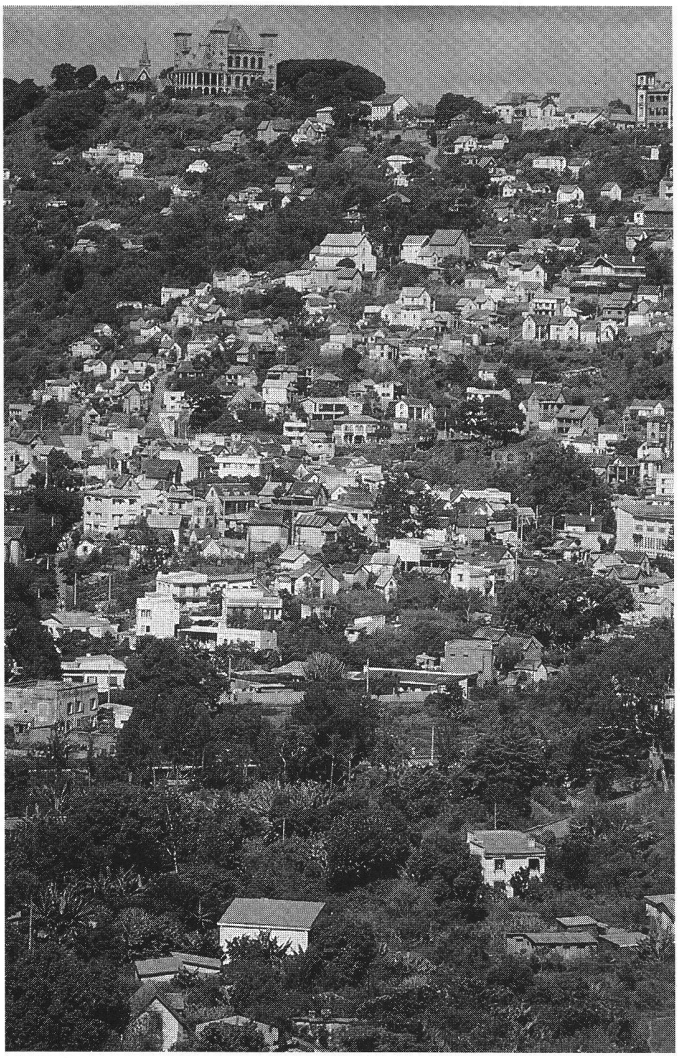
Repérage des quartiers du site interne.

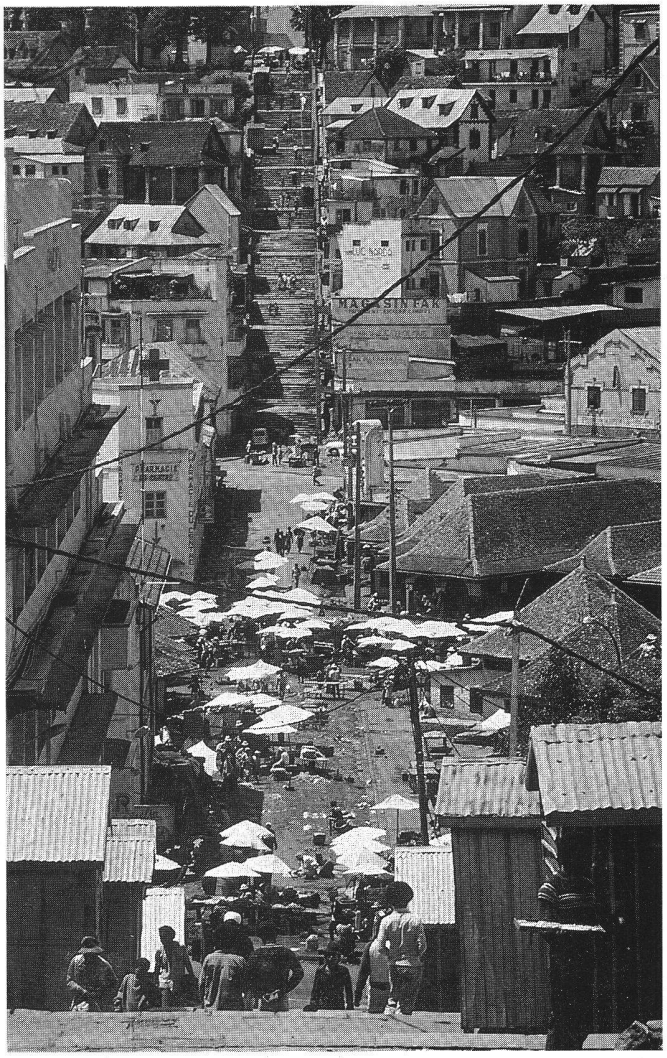
Repérage des quartiers du site externe.

Les quartiers du site interne

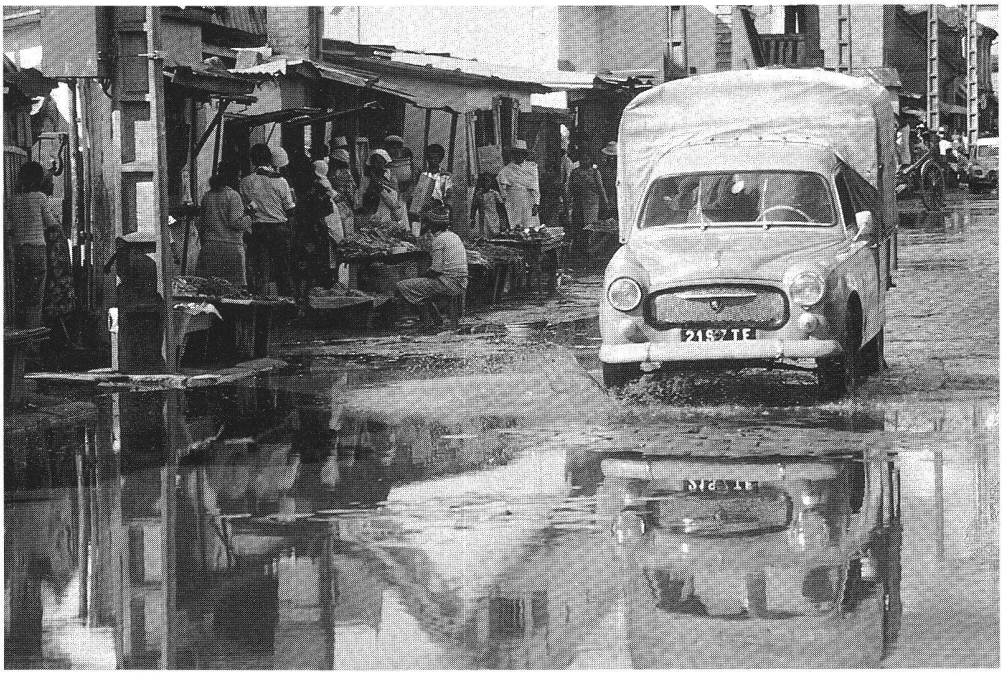
1. *Le noyau central,* délimité par la «route circulaire» correspond à l'urbanisation de la première crête escarpée, à partir de laquelle la ville s'est développée. On y distingue trois centres:
   – historique, autour du Palais de la Reine,
   – commercial, axé sur l'avenue de l'Indépendance,
   – politique et administratif, avec la présidence et les ministères installés autour du lac Anosy.



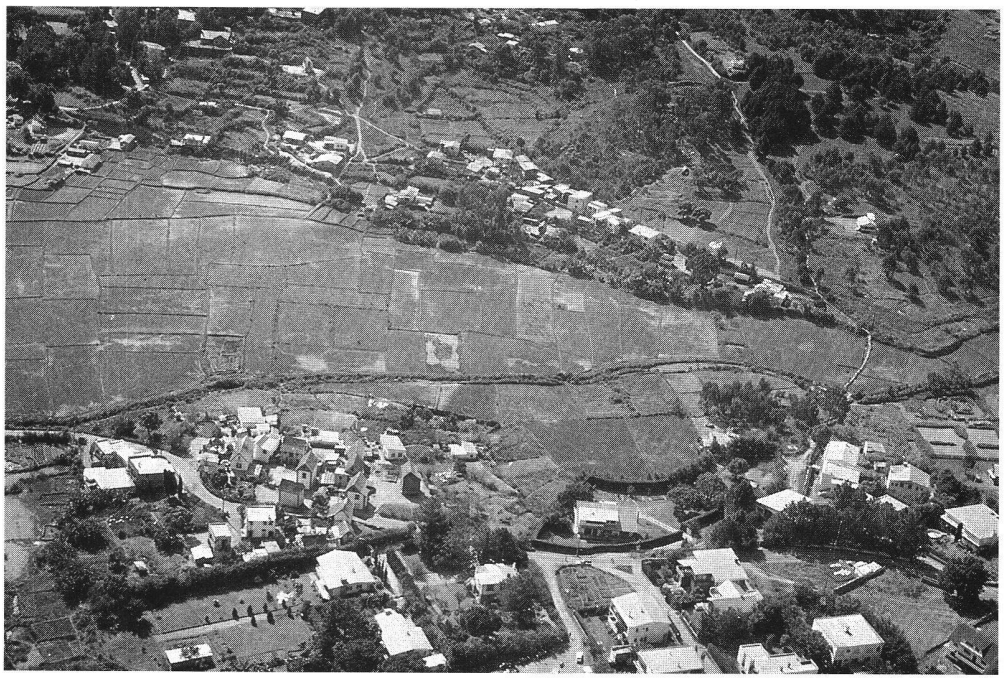




2. *Les bas quartiers de l'ouest,* construits au niveau de la plaine inondable et qui comprend une zone d'urbanisation spontanée, sans remblayage, à caractère populaire et une zone d'urbanisation organisée sur remblai (67 hectares), seule opération de construction de logements d'envergure réalisée depuis les années 70 (3000 logements).



3. *Les bas quartiers industriels du nord* s'allongent au niveau des rizières, de part et d'autre des axes routiers. Les entreprises industrielles qui bordent ces routes sont construites sur remblai.



4. *Les quartiers populaires denses de l'est,* qui s'articulent sur la route reliant la capitale au port de Toamasina (ex-Tamatave).

5. *Les quartiers mixtes du nord-est* regroupent des zones résidentielles et des ambassades.

6. *Les quartiers mixtes du sud-est* présentent à peu près le même type de mélange de population et d'habitat que les quartiers nord-est.

7. *La butte d'Ambohimanarina,* ancienne commune urbaine au temps de la colonisation.

Les banlieues du site externe

8. *La banlieue résidentielle du nord-ouest,* en bordure des lacs proches de l'aéroport, où sont installés divers clubs sportifs et entreprises industrielles.

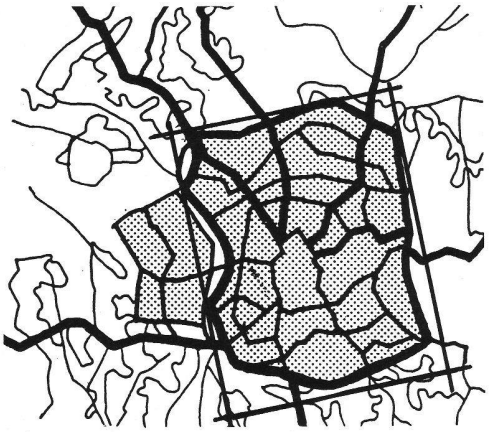
9. *La banlieue d'habitat, plus modeste, de l'ouest,* regroupe des quartiers occupés par des fonctionnaires, des habitations plus populaires, ainsi que le centre universitaire.

10. *La banlieue industrielle du sud,* composée d'un noyau villageois et d'une importante zone industrielle planifiée.

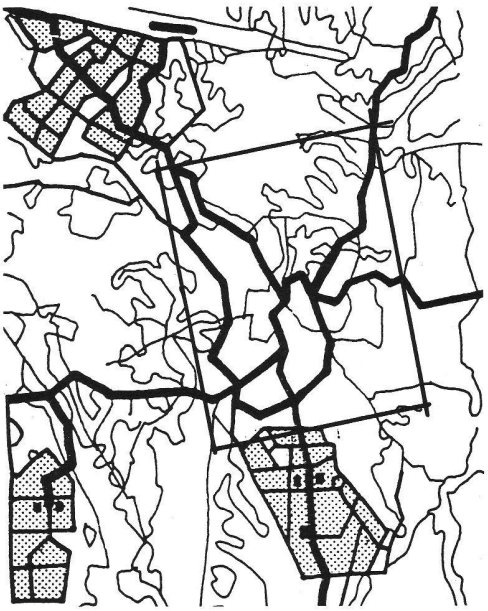
11 et 12. *Deux noyaux villageois périphériques.*

Les différentes zones des deux sites étant définies, les tendances s'orientaient plutôt sur une urbanisation rapide du site externe que du site interne (croissance de la population + 6% par an de 1975 à 1985, contre 4,5% pour le site interne). On note également une tendance dangereuse à la densification excessive de certains quartiers centraux, compte tenu des infrastructures existantes.
A la mesure de l'île, l'immense problème était posé; il ne restait qu'à le résoudre.
Dès lors, les architectes envisagèrent quatre scénarios théoriques de développement, compte tenu de la population de 1985, 1 050 000 habitants, de celle d'aujourd'hui, 1 200 000, et de celle présumée de l'an 2000, 2 100 000!

1. L'extension dans la plaine
Urbanisation dense de plaine en extension du centre actuel, permettant une simplification des transports et une rentabilisation des équipements centraux.
Scénario vite écarté pour des raisons de coût d'urbanisation dû aux travaux importants de remblayage, d'assainissement et de drainage. D'autre part, il porterait atteinte à l'environnement rural et conduirait à la destruction de l'économie agricole de la région.



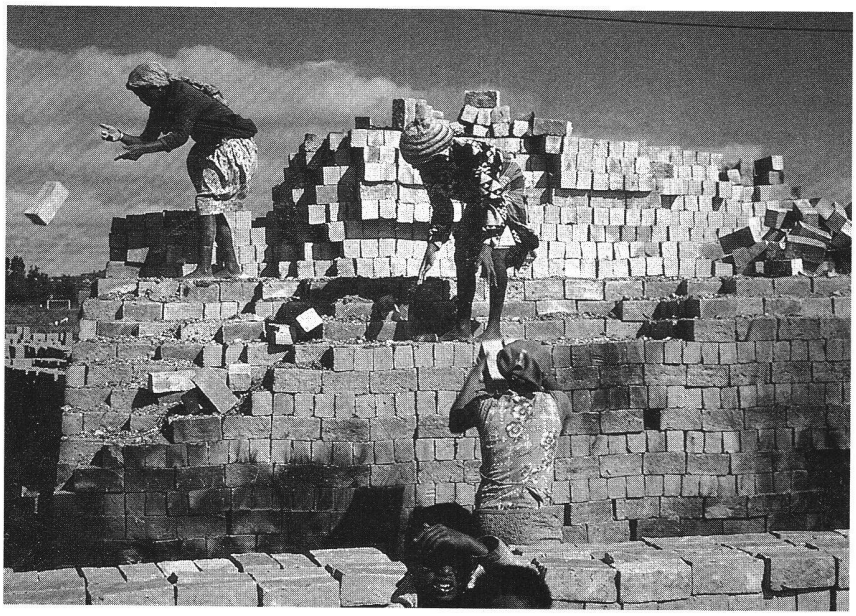
2. La création de villes nouvelles
A la mode il y a quelques années, on pense, là, évacuer comme par enchantement les problèmes du centre, ce qui suppose la mise en œuvre de moyens financiers et organisationnels considérables.
Ce scénario fut donc également écarté, en se réservant toutefois la possibilité de développer, à long terme, certaines zones éloignées.



3. Le laisser-faire
Loin d'être très «volontariste» comme les deux scénarios précédents, celui-ci se présente naturellement à l'esprit. Il consiste à laisser simplement se développer les tendances actuelles en engageant très peu de moyens financiers à un moment où les ressources sont rares. Avec le risque de conduire à terme la poursuite du gaspillage du site interne par des occupations anarchiques et un rejet important de population vers la périphérie, obligeant le site externe à absorber

près d'un million d'habitants d'ici quinze ans et près de deux millions d'ici l'an 2000.
Très grand désavantage d'accroître un rythme très rapide de la population dans la périphérie, qui ne manquerait pas de provoquer une rupture de l'équilibre du milieu semi-rural jusqu'ici préservé (problèmes sociaux), ainsi qu'une aggravation du problème des transports et des coûts importants des infrastructures.
Les pauvres de la ville, qui ont absolument besoin d'être proches du centre, mais qui ne peuvent s'y installer, finiraient par l'entourer dans les quartiers existants, provoquant, ainsi, une «bidonvillisation» du centre.
Si les scénarios 1 et 2 ont été écartés, il faut tenter d'éviter les dangers du laisser-faire et s'appliquer à intervenir dans les limites des moyens disponibles, cela pour préserver l'avenir.

4. Le scénario du réalisme et de la rigueur
Celui-ci, compte tenu de la modestie des moyens, est le plus optimiste.
Mélangeant la possibilité d'un retour à une option plus volontariste, il propose des interventions de correction et de rattrapage.
Son amplitude serait à la mesure des marges de manœuvre disponibles.
CE SCÉNARIO EST RETENU.



Et aujourd'hui
Deux ans après l'élaboration de cette vaste étude, qu'en est-il? Quelles sont les réalisations qui ont vu le jour? Que sont, aujourd'hui, les problèmes et préoccupations de cette île?
Le problème latent entre tous: essayer de sortir de terre ou des marais en commençant par

équiper le terrain (construire la fondation)
- Avant tout, régler toutes les questions de viabilité des voies de communication (routières, ferroviaires, urbaines), drainages urbains, d'irrigations, agricole dans le périmètre protégé par la digue, distribution d'électricité et d'eau potable.
- Le budget de la ville provenant essentiellement des impôts locaux, apporter une grande attention sur les dépenses et sur une gestion très rigoureuse.
- Une ouverture et une mise en place de l'accès aux petits crédits et aux crédits logements.
- La création de petites unités de fabrication de matériaux de construction.

Cet effort fait, l'étude de lotissements pour population à revenus modestes, mise sur pied et financée par la Banque Mondiale, pourrait enfin voir le jour. Actuellement, les terrains sont squattérisés par des populations à très faibles revenus.
Espérons que cette île des plus attachantes, aux habitants accueillants, saura par une politique très stricte évoluer dans le sens proposé par cette étude: loger ses habitants et leur créer des emplois, dans un premier temps. Enfin qu'elle pourra, dans un deuxième temps, développer son infrastructure touristique qui, pour l'instant, demeure insuffisante. L'île est encore loin d'avoir dévoilé tous ses charmes, aussi riches et variés au nord qu'au sud. Les botanistes, biologistes, ou autres «wasas» * qui l'ont visitée ou ont eu l'occasion d'y séjourner ne me contrediront certainement pas.

Michel Rosazza

* Nom donné aux étrangers par les Malgaches.

(Sources: rapport de synthèse du groupe AURA, huit BCEOM 85 «Développement urbain du Grand Antananarivo».)

Mes remerciements à Mamy Rajaobelina, directeur du projet de développement urbain de Madagascar au Ministère des travaux publics, et à Jean-Pierre Hamel, architecte.